

## Conférence à la BAD sur un projet ferroviaire Tanzanie-Rwanda-Burundi

PANA, 17/03/2009Tunis, Tunisie - Un important projet de ligne ferroviaire destinée à désenclaver trois pays de l'Afrique de l'Est, à savoir la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi est, depuis lundi, au centre d'une rencontre internationale organisée par la Banque africaine de développement (BAD). Quelque 65 participants, dont des ministres du Transport et des Infrastructures des trois pays concernés et des partenaires au développement notamment des représentants du secteur privés essentiellement des compagnies minières, des armateurs, des opérateurs et des investisseurs des zones de libre-échange, venus du Royaume-Uni, de France, des Etats-Unis et de Chine y assistent.

D'un coût total estimé à 3,5 milliards de dollars US, le projet devant à terme assurer les liaisons ferroviaires Isaka-Kigali/Keza-Musogati, permettra "un accès efficace et à moindre coût au port de Dar es-Salaam, en Tanzanie. La connexion ferroviaire s'inscrit dans le cadre d'un programme de transport multinational, visant le développement de zones riches en ressources minières, agricoles, industrielles et commerciales, dans les trois pays. Elle vise également à développer et à renforcer l'intégration économique et régionale de la zone située à l'Est de la République démocratique du Congo et au Sud de l'Ouganda. A l'ouverture de la rencontre, les ministres tanzaniens, burundais et rwandais présents ont salué le rôle joué par la BAD et "les efforts qu'elle déploie pour la réalisation de cet important projet solidaire et, partant, renforcer l'intégration régionale de cette partie du continent". La ministre rwandaise des Infrastructures a fait ressortir les retombées positives attendues de ce projet qui, prévoit-elle, assurera une plus grande compétitivité des produits des trois pays concernés, y stimulera la croissance et générera un grand nombre de postes d'emploi. Pour son collègue tanzanien, en facilitant l'accès à la mer, la future ligne ferroviaire favorisera la conquête des marchés extérieurs et l'accroissement du mouvement des biens et services entre les trois pays est-africains, ce qui, selon lui, ne manquera pas de se répercuter sur l'amélioration du bien-être des populations et de contribuer à la réduction de la pauvreté. Le démarrage des travaux est prévu pour 2014. La future ligne de chemins de fer, "un rêve caressé par les trois pays", devrait, grâce à des trains modernes et à plus grande vitesse que les moyens existants actuellement, assurer sur de longues distances, le transport de 2,5 millions de tonnes de marchandises et 25.000 passagers par jour à des coûts avec des tarifs avantageux, selon les projections mentionnées par le ministre tanzanien des finances et des affaires économiques. La première journée des travaux qui dureront deux jours, a été axée sur la présentation de l'étude de faisabilité réalisée par le bureau d'études DB International avec l'appui du Groupe de la BAD. Elle a souligné sa viabilité technique, économique et environnementale. Etant donné sa complexité et l'énorme besoin en financement, l'étude a recommandé un mode de mise en œuvre dans le cadre du partenariat public privé (PPP). L'étude aborde tous les aspects du projet, dont l'impact social et environnemental. Selon ses auteurs, les zones que traversera la ligne ferroviaire abritent 5,7 millions de personnes dont plus de la moitié vit avec moins d'un dollar par jour. Elles couvrent 25% de la superficie des trois pays. Des mesures sont prévues pour réduire les impacts négatifs sur les populations, la faune et la flore. Une "commission indépendante" prévoit un processus de réinstallation des personnes déplacées et un "dédommagement équitable". Les conclusions et les recommandations de cette rencontre, sous forme de table ronde, seront présentées mardi lors de la séance de clôture qui aura lieu en présence du président de la BAD, Donald Kaberuka.